

Le Courriel d'information

n°320 – Vendredi 05 avril 2002.

ENSEMBLE

Dans ce numéro

Erratum : Dans le n°319 l'article intitulé « Le Plan Puebla-Panama, prochaine étape de la mondialisation des sociétés » a été publié en collaboration avec Labor Notes, mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement http://www.labornotes.org Nous avions oublié cette mention.

Les mouvements anti-mondialisation et les syndicats peuvent encore travailler ensemble

Ce que nous devons faire pour faire vivre le mouvement

Par Russ Davis. Militant, Jobs with Justice du Massachusetts
Traduction : coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Que de changement en l'espace d'un an ! En avril 2001, nous étions 50.000 manifestants à Québec : étudiants, militants et syndicalistes - dont un grand nombre venait du nord-est des États-Unis - nous faisions entendre notre opposition à la ZLEA (Zone de Libre-Échange des Amériques), la dernière en date des créations des multinationales pour promouvoir la mondialisation. À la fin des manifestations, alors que les représentants, défenseurs de la libéralisation du commerce, étouffaient dans les gaz lacrymogènes, les militants des deux côtés de la frontière étaient persuadés que la dynamique était de notre côté.

Flash forward : 20 avril 2002, une autre manifestation est prévue. La mondialisation est



attac

une fois encore à l'ordre du jour - les manifestations vont coïncider avec la réunion annuelle de la Banque Mondiale et du FMI (le Fonds Monétaire International) à Washington - et pourtant on ne verra pas beaucoup de sigles syndicaux dans la foule.

En fait, même les mouvements syndicaux progressistes, comme Jobs with Justice, qui ont été les fers de lance de la participation syndicale au mouvement anti-mondialisation ne participeront pas en avril.

Que s'est-il passé ? Le célèbre accord « bleu-vert » de Seattle est-il mort ? Les « Teamsters and Turtles »(1) ne sont-ils plus amis ? Et qu'en est-il au juste des divergences entre le mouvement syndical et les jeunes manifestants anti-mondialisation à propos de la guerre anti-terroriste du gouvernement américain ? Si nous voulons construire un mouvement plus vaste et plus efficace pour la justice sociale dans le monde, il est essentiel de répondre à ces questions.

LA MÉMOIRE DE SEATTLE

Le mouvement qui a surgi dans les rues de Seattle, il y a trois ans, a ébranlé le monde. Chez les militants américains, le spectacle d'écologistes, d'étudiants, de jeunes contestataires et de syndicalistes luttant ensemble a causé un sursaut d'énergie. Même en Europe, où les manifestations contre le programme économique néo-libéral existaient déjà depuis une dizaine d'années, Seattle fut perçu comme un début de quelque chose.

Les militants des pays industrialisés, mais aussi les gens des pays du Sud ont senti que, pour la première fois, il était possible de répondre à un système capitaliste mondial qui échappait - et échappe encore - à tout contrôle. Mieux encore, peut-être, les manifestations semblaient signifier une renaissance du mouvement syndical américain qui était resté trop longtemps le complice des politiques du temps de la guerre froide.

Mais, et cela avant même que les événements du 11 septembre renvoient dans ses buts, du moins temporairement, le mouvement pour la justice mondiale, l'euphorie de Seattle avait manifestement de plus en plus de mal à survivre. La vision d'une solidarité du monde syndical avec les étudiants et les écologistes tournait court.

Les syndicats et les écologistes constatèrent leurs divergences sur des questions comme les forages dans l'Arctique et les niveaux de pollution automobile. En avril 2001 à Québec, les grands syndicats canadiens descendirent dans la rue avec des milliers de leurs membres, mais le mouvement syndical américain ne mit pas son poids dans ces actions.

Le débat s'amplifiait autour de l' « action directe », en particulier à la suite des violences de la manifestation anti-mondialisation de Gênes, en Italie l'été dernier. Certains étaient mal à l'aise au sujet de la position du mouvement en faveur des « tactiques diversifiées »- qui semblaient permettre à la police et à la presse de taxer tous les manifestants anti-mondialisation de violents (on dit maintenant « terroristes »).

Enfin, il y avait des questions sur la composition démographique du mouvement, en particulier lors des grandes manifestations. N'était-il pas trop blanc et petit-bourgeois, du moins aux États-Unis, pour un mouvement qui prétendait parler au nom des opprimés du monde entier ?

En dépit de ces faiblesses, le mouvement pour la justice dans le monde semblait encore, et je maintiens que c'est ce qu'il est toujours, le meilleur espoir de construire une alternative à un monde dominé par les grandes compagnies et leurs exigences de profit.

En plus de secouer le consensus sur les multinationales, le mouvement se mit aussi à secouer certaines parties du monde syndical, en apportant aux luttes des travailleurs une énergie de jeunesse, et, si j'ose dire, un mordant qu'on n'avait pas connu depuis les années 1930 - fantastique -. Le mouvement avait de toute évidence un impact réel sur les grandes multinationales, les obligeant à se mettre sur la défensive au plan idéologique et marquant des points sur des questions comme le SIDA en Afrique.

Le monde du travail était encore engagé, malgré les tensions. Le Fast Track (2) avait pratiquement échoué, et le AFL-CIO avait en projet une mobilisation ambitieuse pour les manifestations lors de la réunion de la Banque Mondiale et du FMI à Washington en septembre dernier. C'est alors que les tours s'écroulèrent.

L'ENFER DE LA GUERRE

La guerre a rendu le maintien de la coalition contre le capital mondial infiniment plus difficile. Les syndicats ont apporté leur soutien à la

réponse militaire en Afghanistan - comme plus de 90 % de la population active - à la différence de la plupart des militants non syndicaux du mouvement. Beaucoup de syndicats d'autres pays se sont aussi opposés à la guerre, mettant ainsi en danger la solidarité du monde du travail et rejetant le syndicalisme américain dans son rôle de soutien au gouvernement américain.

Le mouvement naissant en faveur des travailleurs sans papiers a aussi porté un coup, bien que les syndicats campent sur leur position concernant le traitement des immigrés aux États-Unis, critiquent les sentiments anti-immigrés et anti-arabes et poursuivent leur soutien à la légalisation.

Le soutien des syndicats à la guerre a contribué à leur aliéner les jeunes du mouvement pour la justice mondiale qui sont en faveur de l'action directe, ainsi que les étudiants, parmi lesquels le syndicalisme a recruté bon nombre de nouveaux militants. La position du syndicalisme américain le met aussi en porte-à-faux avec une bonne partie du mouvement anti-mondialisation. Lors du récent Forum Social Mondial au Brésil, la plupart des participants semblaient dire que prendre position contre la guerre équivalait à un suicide politique pour les élus syndicaux américains.

UN AUTRE MOUVEMENT EST POSSIBLE

Quel est le potentiel du mouvement pour la justice dans le monde après le 11 septembre ? Au moment même où la guerre semble rendre impossible le soutien du monde syndical, la guerre économique menée contre les travailleurs aux États-Unis (la récession qui est maintenant « terminée ») rend un mouvement de masse plus probable que jamais dans l'histoire récente de notre pays.

Le désastre de Enron, l'économie chancelante et la crise de la santé ont élargi la base potentielle d'une mobilisation anti-mondialisation, même si le syndicalisme s'est montré lent (le mot est gentil) à réagir sur ces questions. Des millions de travailleurs, certainement en plus grand nombre qu'avant le 11 septembre, sont ouverts à l'idée qu'il faut un système économique plus équitable si l'on veut que nos enfants, et les enfants des travailleurs des autres pays, grandissent dans un monde qui ne soit pas en permanence en état de guerre et de stagnation économique.

Comment y parvenir ? Il nous faut d'abord maintenir l'esprit de solidarité internationale pour faire front à la rhétorique de guerre et à la tendance croissante au protectionnisme qui accompagne les suppressions massives d'emplois. L'organisation mondiale de la production exige que le monde du travail s'organise au plan international pour remporter les futures batailles.

Nous devons soutenir les travailleurs et les syndicats en Colombie et ailleurs, qui se font massacrer quand ils résistent à l'exploitation des compagnies américaines. Il nous faut continuer à resituer les luttes locales dans le contexte mondial, et dans une stratégie mondiale.

MOBILISER PAR MILLIONS

Il nous faut rechercher ce qui peut nous unir, par exemple soutenir les droits des immigrés, ou nous opposer à la ZLEA, et agir en conséquence, au lieu de nous focaliser sur ce qui nous divise.

Il va y avoir des luttes grandissantes, sur la santé, sur l'emploi, sur des retraites convenables, des luttes qui sont des mouvements sociaux en puissance pour les années qui viennent, capables de mobiliser, non pas des milliers, mais des millions à travers le monde. Nous avons besoin de faire constamment le lien entre ces questions, et d'autres. Enron a dépouillé les travailleurs et les consommateurs américains ? Cela fait des années qu'il y a une opposition de masse à la politique d'Enron en Inde.

Au moment où les militants syndicaux s'efforcent de maintenir la communication et l'action conjointe, il faut que nos alliés du mouvement de la globalisation, aux États-Unis et ailleurs, se rendent compte des réalités auxquelles le mouvement syndical américain doit faire face.

Les mots d'ordre pour la manifestation du 20 avril, entre autres l'opposition à la guerre actuelle, ne sont soutenus aujourd'hui que par une petite minorité d'Américains. D'un autre côté, une grande majorité des travailleurs et de leurs alliés soutiennent toujours les questions concernant la justice dans le monde.

C'est là le problème. Il faudra de la patience, du temps et de la persévérance pour construire le mouvement qui réalisera ce potentiel. Si notre slogan est « Un Autre Monde Est Possible », il faut nous rendre compte qu'un autre mouvement est possible, ou plutôt nécessaire : un mouvement de travailleurs, d'étudiants, d'écologistes, et d'autres encore, dont nous

avons vu la promesse à Seattle, et dont, dans les années qui viennent, nous verrons la réalité dans les rues.

[Labor Notes reçoit volontiers les points de vue différents sur ce problème]

NdT :
(1) « teamsters and turtles » : les chauffeurs routiers et les défenseurs des tortues, nom donné à la coalition syndicalistes/ écologistes à Seattle. (note du traducteur)
(2) « Fast Track » : législation projetée par l'administration Bush permettant de faire passer rapidement des accords commerciaux devant le Congrès pratiquement sans débat. (note du traducteur)

Article publié en collaboration avec Labor Notes, mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement http://www.labornotes.org

Contact pour cet article : Marsha Niemeijer, rédaction de Labor Notes marsha@labornotes.org

Retour sur Barcelone

Par Carlos Frade et Isabelle Darmon. ATTAC Catalunya
Traduction : Oleg Vargas. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Le samedi 16 mars, à 18 heures, la rue était déjà surpeuplée. Tous les groupes étaient prêts à partir. L'heure était arrivée et, néanmoins, il arrivait de plus en plus de monde. Les minutes passent et des torrents de participants ne cessent d'arriver. Les organisateurs de la manif font passer les dernières consignes. Tout est au point. Il y a de la musique, des couleurs et il semble que nous allons prendre le départ. Mais une heure s'écoule et nous n'avons toujours pas bougé. les portables sonnent leur impatience. Ceux qui sont en tête de la manif nous disent qu'ils en sont déjà à mi-chemin mais derrière, rien ne bouge. Enfin, une heure et demie plus tard, la partie médiane du groupe s'ébranle lentement.

Il était évident qu'il y avait là beaucoup de monde. Les chiffres commençaient à circuler par les portables: 150.000, 200.000,….non, 300.000. Mais nous étions tous un peu sceptiques, complètement débordés par cette affluence massive, des gens de tous les secteurs sociaux.

Nous avançons petit à petit, mais des gens continuent d'arriver. La partie arrière, le bloc institutionnel (partis politiques de gauche, syndicats majoritaires et ONG), qui avait répondu à la convocation de la Campagne contre l'Europe du Capital, ne bouge pas. Nous sûmes plus tard qu'ils n'avaient pu avancer d'un mètre et, vers 20 h 30, deux heures et demie après le début de la manif, ils commencèrent à se disperser.

Il était évident que le succès était total ; que ce qui était en train de se passer était très important. Les gens étaient émus, certains jusqu'aux larmes. C'était vrai : « Nous sommes des millions et le monde ne vous appartient pas » ; le slogan de la journée de samedi s'était fait réalité. Le gouvernement fascistoïde d'Aznar et les gouvernements autistes de l'U.E. avaient perdu la bataille de la rue, après avoir perdu, tout au long de la semaine, la bataille des idées. Entre tous, nous avions brisé l'état de siège, et l'hélicoptère qui nous terrorisait au début (souvenir de Gênes oblige), nous était devenu indifférent.

Pendant toute la semaine, l'assistance massive aux séances du Ciné-Forum nous avait déjà fait prendre conscience du grand intérêt pour les actes organisés par la Campagne. Mais nous n'avions pas prévu que cela ne serait que le prélude à l'investissement total de la rue pour le samedi.

Le vendredi fut consacré à des actions décentralisées imaginatives et exemplaires. Des milliers de jeunes se regroupèrent en divers endroits de la ville. En dépit de quelques incidents sporadiques, souvent provoqués par l'excès de zèle de la police, la journée fut un succès : le « chasse-lobbies » et ses happenings devant les multinationales, la "bicyclettade", l'action sur le port contre les transgéniques, et bien d'autres. Le bilan de la journée avait été positif malgré la répression policière (parfois particulièrement sévère), les 43 détenus et les 40 blessés. La grande journée du samedi s'annonçait bien.

Pendant que tout ceci se déroulait, les pourparlers destinés à débloquer la situation à la frontière se multipliaient. Nous savions que nos amis de Montpellier et Perpignan étaient en train de se mobiliser. Néanmoins, la frontière restait fermée, montrant une fois de plus le peu de cas que font les gouvernements de leurs propres lois ainsi que leur conception particulière de la « liberté de circulation » dans l'U.E. La réunion d'Attac-Europe fit un communiqué d'urgence sur

le sujet de la frontière qui fut répercuté lors de la conférence de presse de la Campagne. La réunion d Attac-Europe fut positive malgré le fait que certains pays européens étaient très faiblement représentés. Le plus important fut sans doute la décision de créer un groupe de travail pour préparer des actions communes contre la répression brutale qui affecte nos camarades d Attac-Andorre. Mais il fut également décidé d approuver la proposition de déclaration en tant que document de travail sur l U.E. qui conduira à une déclaration d Attac-Europe à Séville.

La journée du samedi débute avec la "Trobada des alternatives". A 10 : 30 du matin les grandes salles où se tiennent les diverses tables rondes sont combles. A la table sur les pouvoirs financiers quelque 1000 personnes débattent sur la criminalité économique et sur les différents combats contre cet empire des finances sans foi ni loi. Chaque table travaille sur l un des thèmes du sommet officiel. Chaque débat est une antidote contre le virus néolibéral. La séance plénière finale conjugue les luttes actuelles les plus importantes: pour une autre culture de l eau, les assemblées populaires argentines, les combats des femmes et les combats des travailleurs (ces derniers sont représentés par des employés de la multinationale américaine Lear qui abandonne la Catalogne en laissant 1300 travailleurs à la rue après avoir bénéficié d aides publiques très substantielles de la part du gouvernement corrompu de la Generalitat). Après la séance plénière, la Paella populaire, prévue pour un millier de convives, n arrive à nourrir qu une toute petite partie des présents.

La lecture du communiqué final est faite par des personnes anonymes, en accord avec l esprit de la Campagne. Des torrents populaires continuent d affluer vers la Plaza Colón. Lorsque le premier groupe, qui avait convoqué la manifestation et qui était le plus nombreux, fut arrivé, les premiers incidents se produisirent. Un petit groupe lance des projectiles et cherche la confrontation. Les effectifs anti-émeutes effectuent plusieurs charges et interpellent 60 personnes dont la plupart n avait aucune responsabilité dans l altercation. Nous apprîmes plus tard que d autres petits groupes avaient causé des dégâts dans certains établissements et banques. Mais rien de tout cela ne saurait ternir l énorme succès de la manifestation.

En route vers le concert, il nous était difficile d assimiler ce que nous venions de vivre. Les manchettes de la presse du lendemain nous font comprendre l ampleur de ce qui s était passé : « VICTOIRE DANS LA RUE : 300.000 personnes revendiquent pacifiquement lors de la plus grande marche contre la mondialisation en Europe » (El Periódico). "300.000 PERSONNES RECLAMENT PACIFIQUEMENT UNE AUTRE GLOBALISATION" (El País). « GIGANTESQUE MARCHE CONTRE LA GLOBALISATION" (La Vanguardia).

Le dimanche 17, à midi, lors de la conférence de presse de la Campagne, nous tirons un premier bilan des événements : C est une victoire du peuple qui a répondu à notre appel parce qu il en a assez des politiques néolibérales et de l arrogance du pouvoir, qui les affectent quotidiennement dans ce pays aux contrats mensuels et aux inégalités croissantes. Les doutes survenus après le 11-S se sont révélés dénués de fondement. Le mouvement altermondialiste est plus fort que jamais. Mais nous voudrions insister sur le fait que nous ne nous laisserons pas absorber ni coopter. Ceci n est pas un triomphe de la Barcelone officielle et politiquement correcte. C est une grande victoire des mouvements alternatifs. Il est de notre devoir, à présent, d agir courageusement dans cette responsabilité nouvelle : nous serons toujours un mouvement ALTERNATIF dans le fond comme dans la forme.

Contact pour cet article : catalunya@attac.org secrétariat d ATTAC Catalunya.

Vive l'Europe, vive Barcelone !

Par G. Buster
Traduction : coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

48 heures après le conseil de printemps de l'Union Européenne à Barcelone, quand résonnent encore les échos de la plus grande manifestation "contre l'Europe du capital et la guerre" qui ait jamais eu lieu, il convient de faire le bilan des résultats politiques du sommet. Est ce que ce fut un succès comme le prétend Aznar, une avancée "irréversible" vers les réformes que dénonçaient tant de gens dans la rue?

Il est évident qu'on se souviendra de ce sommet avant tout non pas pour les décisions prises par les représentants démocratiques de l'oligarchie européenne mais pour la contestation massive qu'il rencontra dans la rue. Si quelqu'un croyait que le mouvement était condamné à la marginalité dans le climat politique de "contre-réforme antiterroriste" né après le 11 septembre et que les manifestations du 14 décembre à

Bruxelles étaient une exception, maintenant il dispose d'un démenti catégorique. L'Union Européenne comme instrument de la globalisation néolibérale a rencontré chaussure à son pied à Barcelone.

Mais quel est le consensus auquel sont parvenus les chefs de gouvernement des 15 états membres et leurs conclusions à Barcelone?

1- L'économie : défense du Pacte de stabilité et de croissance.

Les premiers signes d'une possible reprise de l'économie américaine arrivent, quoique ceux-ci soient faibles dans 2 domaines importants tels que le recouvrement de la taxe sur les bénéfices et la production dans secteur des produits manufacturiesr. C'est la demande privée qui soutient un possible changement du cycle économique, alors que les entreprises cherchent à récupérer leur marge de profit à travers des ajustements de personnel et d'autres frais, sans augmentation des investissements dans de nouvelles technologies. D¹où le danger qu'après une faible reprise se produise une nouvelle chute dans la récession. Scénario catastrophe de la "double chute".

En Europe, pendant ce temps, l'horizon n'est pas encore à la reprise mais une poursuite de la récession, surtout en Allemagne. Malgré des prévisions de croissance de 1.2% de la zone euro face à 1.7% aux USA cette année, le BCE a appliqué une politique plus restrictive sur les taux d'intérêt, ne baissant pas face aux 3.25% de novembre 2001, comparés aux 1.7% de la réserve fédérale américaine en mars 2002. Et ceci malgré le fait que les prévisions d'inflation pour 2001 dans la zone euro soient de 2%.

Quelle est la raison de cette absurdité économique? Le Pacte de stabilité et de croissance poussé par le précédent gouvernement conservateur Allemand, qui impose au déficit fiscal un plafond de 3% du PNB, avec l'objectif d'assurer un Euro fort face au Dollar. La conséquence cependant, en agissant comme une politique récessive, est justement le contraire : l'Euro chute face au Dollar parce que la reprise européenne est freinée par le pacte de stabilité et de croissance.

Avant le conseil de Barcelone, encouragée par "l'axe du mal" néolibéral Blair-Berlusconi-Aznar, la commission a lancé une attaque frontale contre les gouvernements social démocrate allemand et socialiste portugais, juste avant les élections dans leurs pays respectifs, pour critiquer leurs politiques, exiger la réduction des dépenses sociales, miner leur base de soutien syndical et les menacer d'appliquer les amendes prévues par le pacte. Après des semaines de critiques publiques dans la presse et malgré un déficit seulement de 2.7%, Schröder a réagi et est arrivé à un compromis.

Un compromis mauvais et tardif. On peut lire dans les conclusions qu'il est exigé que les "stabilisateurs automatiques" prévus en cas de crise conjoncturelle "ne dépassent pas les 3% dans les situations défavorables". A quoi servent alors les "stabilisateurs économiques"? Ce qui est ainsi mis en évidence c¹est que le pacte de stabilité et de croissance de l'Euro sont les instruments d'une politique de récession qui sacrifie des postes de travail, la compétitivité et une reprise économique pour une politique de restructuration et la défense des intérêts financiers.

2- L'agenda social : la promesse du plein emploi.

Les gouvernements de la "gauche plurielle" française et "rouge et vert" allemand ont fait de la défense du "model social européen" leur cheval de bataille pour les élections imminentes dans leurs pays respectifs. Il s'agit d'équilibrer les réformes néolibérales avec le maintien ou les avancées de l'agenda social.

On suspectait déjà Aznar de s'approprier dans ses interventions ce "néolibéralisme à visage humain". Les conclusions commencent par un grand paragraphe pour affirmer que "le model social européen se base sur le bon fonctionnement de l'économie, sur un haut niveau de protection et d'éducation sociales et sur le dialogue social. Un état de bien-être actif devrait encourager les personnes à travailler;"

Le résultat pour le "front social" (curieuse terminologie militaire) est de demander aux syndicats et au patronat "des formules pour mieux gérer la restructuration des entreprises au moyen du dialogue...; et permettre l'échange de bons procédés au sujet de la restructuration industrielle". "Il est demandé instamment une accélération des réformes des régimes de pension pour assurer leur viabilité financière". Pour y contribuer, d'ici à 2010, date fatidique, l'âge de la retraite sera augmenté de 5 ans. Et des rapports sont réclamés à la commission sur les pensions, la santé et la sécurité sociale. De même il est demandé aux états membres de réduire "de manière significative avant 2010

(sic) le nombre de personnes risquant de tomber dans la pauvreté ainsi que l'exclusion sociale".

Un peu contradictoire avec la promesse centrale d'atteindre le plein emploi la même année. Surtout quand en même temps on signale la nécessité de "supprimer les obstacles et le manque d'incitations pour trouver ou conserver un travail, tout en préservant les normes élevées de protection du model social européen". Il est évident que derrière cette phrase se cache une attaque en règle contre les droits actuels des travailleurs.

On promet des "réductions fiscales" pour les plus faibles salaires, au lieu d'élever le seuil du niveau de revenu à déclarer, en incluant les prestations chômage, et on exige que les conventions collectives "prennent en compte la relation existant entre les rémunérations et les conditions du marché du travail, permettant une évolution salariale selon des critères de productivité et les différentes connaissances".

On ouvre pour sûr un nouveau marché à l'éducation privée en "s'efforçant d'offrir des services d'accueil" pour 90% des enfants de plus de3 ans en âge préscolaire et "au moins à 33% des enfants de moins de 3 ans". Les garderies privées vont fleurir comme, avant, les cours de formation.

3- Développement durable : écologie néolibérale?

Le temps a manqué au directeur de l'Agence Européenne pour l'environnement, Domingo Jiménez Beltran, pour déclarer qu'en ce qui concerne ce chapitre le sommet "s'est achevé sur un échec aux conséquences imprévisibles". Y compris les médiocres conclusions du conseil de l'environnement du 4 mars ont été passées sous silence au sommet (El Pais 20/03/02).

Cependant un large paragraphe est repris sur l'importance du développement durable et la nécessité de son intégration horizontale comme concept dans tous les travaux de l'Union Européenne. Mais la discussion concrète sur la position de l'UE au sommet de Johannesbourg est reportée au sommet de Séville. Et pendant ce temps la commission devra rendre de nouveaux rapports sur une évaluations des impacts environnementaux des politiques communautaires, technologies vertes et "efficacité énergétique" à l'horizon 2010 (de nouveau).

En ce qui concerne l'aide au développement, qui ne mérite qu'un paragraphe dans ce chapitre, la formule de compromis révèle l'incapacité à parvenir à une politique commune et cohérente de l'UE. On distingue 2 groupes : les états membres qui ont déjà des dépenses d'aide au développement supérieurs ou égales a 0.7%, se limiteront à maintenir leur contribution, et les autres, la majorité, élèveront leur apport à 0.33% en 2006, de manière à ce que la moyenne communautaire atteigne 0.39%. Aucun mot sur la dette. Telle sera la position de l'UE à la conférence de Monterrey, dont l'objectif déclaré est de réduire la pauvreté au niveau mondial de 50% en 2015.

Le cas espagnol est spécialement parlant, comme ont dénoncé les porte-parole de Intermon, Caritas et Médecins du Monde à Monterrey (El Pais 23/02/02). Le parti populaire s'était déjà engagé en 1996 à atteindre 0.35% en 2000. Et aujourd'hui l'objectif est réduit à 0.33% en 2006. Il est vrai que les USA ne se sont engagés qu'à atteindre 0.15%. Mais les chiffres ne mentent pas et la réalité est que l'aide au développement s'est réduite significativement durant l'essor de la globalisation néolibérale. Le directeur de la Banque Mondiale, Jim Wolfenson, a signalé lui même que l'objectif de réduction de la pauvreté ne sera pas atteint sans doubler les volumes actuels d'aide au développement.

De là l'importance de maintenir des campagnes comme celle du 0.7% et celle pour l'abolition de la dette, qui doivent être des composants essentiels du mouvement contre l'Europe du capital et la guerre.

4-Le programme des modernisations.

Récupérer "L'Esprit de Lisbonne" à Barcelone supposait pour Aznar et Rato L'envoi d'un message clair aux marchés concernant un nouvel élan politique de la politique de réformes et restructurations néolibérales. Selon "l'axe du mal" Blair-Berlusconi-Aznar, la raison pour laquelle l'économie européenne ne donne pas de signes de récupération contrairement aux EU réside dans le maintient de structures "peu flexibles" du marché de l'emploi, dans le manque d'investissement en I+D et dans les obstacles institutionnels à propos des restructurations pour s'adapter au marché.

Nous avons déjà vu les Conclusions en matière de flexibilisation du marché de l'emploi, les plus importantes d'entre elles. En deuxième lieu, le débat s'est concentré dans la libéralisation du



marché énergétique, auxquels se sont opposés frontalement la France et l'Allemagne.

Dans le premier cas, le monopole d'Etat d'EDF est basé suur la production d'énergie électrique d'origine nucléaire (75%) et, dans le deuxième cas, sur les énormes investissements des oligopoles allemands du gaz et de l'électricité pour construire un réseau de gaséoducts qui permettrait de relier les compagnies de production et les centrales nucléaires russes à l'Europe centrale. Sous le concept "service public", essentiel pour une quelconque conception d'une Europe sociale et des travailleurs, se cache, dans ce cas, une concurrence féroce entre les compagnies des états membres pour contrôler le processus de restructuration du secteur énergétique en Europe. Toutes les contradictions du modèle en vigueur depuis les années 70 émergent ainsi à la surface, surtout le coûteux investissement dans le nucléaire. Car l'énergie nucléaire ne peut pas être "privatisée" sauf pour être démantelée ou pour être déplacée dans les lointaines contrées de l' UE comme la Russie, où la conscience antinucléaire des citoyens peut être réprimée sans conséquences électorales immédiates.

Mais le consensus est plus que léger, malgré les menaces de Loyola de Palacios avant le Sommet. L'interconnexion est limitée à 10% en 2002 et le marché s'ouvre seulement à la consommation industrielle à 60% du marché en 2004. Et, jusqu'à 2006, on ne révisera pas cette politique, c'est-à-dire, après l'élargissement de l'UE aux autres pays européens

Dans le secteur du transport, le concept, si décrié, de "service public" semble s'appliquer au système Galilée de satellites, avec la création d'une entreprise publique européenne pour le développement de cette technologie à double usage, avec une incidence particulière au moment d'assurer une autonomie militaire de la UE vis-à-vis de du système GSP des EU. Tout le reste, concernant la politique de "ciel unique" du transport aérien, la sécurité ferroviaire ou le réseau des transports européens, pour sauver l'engorgement des Alpes, Pyrénées ou les Baltiques, se limite à des études en vue de décisions ultérieures.

Les technologies de la "nouvelle économie" restent confinées au rêve d'un ordinateur pour 15 élèves, l'accroissement de portable 3ème Génération et à la demande d'une nouvelle étude à la Commission pour 2005 concernant l'action e-Europe. Les investissements en I+D devront "atteindre 3% du PNB en 2010. Deux tiers devront avoir le secteur privé comme origine".

Le réforme de l'éducation ne va pas non plus au-delà de l'étude des langues "dès l'âge le plus tendre" et le "développement d'une culture digitale" et la mise en réseau des écoles grâce à Internet vers un "espace européen d'apprentissage permanent" inconnu.

5-Politique extérieure et l'avenir de l'Europe.-

La longue liste des pays que l'on vient de citer donne une idée assez exacte des difficultés pour développer une politique extérieure et une défense communes. On tente de compresser la liste des impuissances et des échecs politiques(le Moyen Orient, Le Zimbabwe, le Nigeria, le Congo, l'incapacité à créer une Banque de Développement pour la Méditerranée ou les mesures protectionniste de l'Administration Bush dans le secteur de l'acier) avec la médiation de Solana en Serbie et Monténégro pour un nouvel accord institutionnel, un éventuel compromis hispano-britanique à Gibraltar ou la possible opération de "gestion de crise" en Macédoine, en remplaçant le commandement UE.

Un "équilibre" dont la composante essentielle est l'attrait des aides économiques et financières pour imposer l'hégémonie régionale de l¹UE dans un monde globalisé sous le diktat unilatéral de l'utilisation de la force par les EU. Une hégémonie régionale très peu efficace et autonome, centrée encore sur la gestion collective de l'héritage post-colonial enAfrique ou des nouveaux protectorats des Balkans et totalement subordonnée aux USA dans le reste du monde.

Le cas le plus significatif a été sans doute la déclaration sur le Proche Orient. Après la résolution 1397 du Conseil de Sécurité, l'intervention personnelle de Kofi Annan, la proposition Tenet, la destruction systématique par Sharon de toute l'infrastructure palestinienne payée par l¹UE, et l'attentat avec de missiles contre la résidence d'Arafat pendant qu'il était en réunion avec l'envoyé spécial de la UE, Francisco Moratinos, l' UE se borne à appuyer sans réserves le plan nord-américain et à réitérer les résolutions 242 et 338 de la ONU qu'Israël a systématiquement violées depuis sa création. La reconnaissance unilatérale de l'existence d'un état palestinien, mesure de base pour appuyer le peuple et l'Autorité palestiniennes face à la campagne militaire de Sharon a été subordonnée au plan Tenet,



incertain, qui conditionne la paix avec Israël non à une solution juste du conflit palestinien mais à un nouvel engagement d'Israël avec les gouvernements arabes de la région.

Sur le sujet brûlant de l'avenir de la UE, 12 lignes suffisent ; elles chargent la Présidence espagnole d'une révision du rapport Solana sur le fonctionnement du Conseil en vue du Sommet de Séville.

Conclusions.-Bien qu'Aznar ait prévenu des difficultés d'arriver à des conclusions concrètes au Sommet de Barcelone, qu'il a résumé avec cette phrase "je ne suis pas prêt à descendre dans l'arène pour affronter l'impossible" (El Mundo 23/12/01), l'opération médiatique tendant à présenter les résultats obtenus comme un succès a dépassé toute imagination. Mais le triomphalisme sera de courte durée.

Car s'il s'agit de progrès concrets, il y en a très peu, sauf pour la défense de la lecture la plus dure du Pacte de Stabilité et de Croissance, des nouveaux pas dans la flexibilisation du marché du travail, Galileo ou le pacte limité sur la libéralisation de l'énergie. Pour le reste, il n'y a que la demande à la Commission d'élaborer 21 rapports en vue d'étudier des accords à venir dans une période qui va de 2004 à 2010. Aznar a monté depuis le début Barcelone comme une opération idéologique de la droite libérale, appuyée dans l'alliance avec Blair et Berlusconi et dont le l'objectif est de miner la base sociale des gouvernements de la "gauche de la droite" sociale démocrate et vert au Portugal, en France et en Allemagne.

Le véritable maître d'oeuvre de cette opération n'est autre que Blair, limité dans ses capacités à agir en Europe à cause de sa non-appartenance à la zone Euro. Aznar et Berlusconi ont joué comme des alliés fidèles d'une opération qui, dans le cadre de la réaction politique déchaînée par les attentats du 11 septembre et de la politique de l'Administration Bush, tente de fermer le cycle ouvert par les grèves des services publics en France en décembre 1995 et l'accès au gouvernement qui s'en suivit de la sociale démocratie et des verts dans 12 des 15 états membres de la UE, bien qu'aujourd'hui il n'en reste que 6.

Face à cette offensive, la sociale démocratie et les verts ont payé le prix de leur compromis avec les politiques néolibérales qu'eux-mêmes ont appliquées, sans pouvoir réagir. Leur signature dans les Conclusions de Barcelone est un exemple de plus de ce "néolibéralisme à visage humain". Et ceci quand ils sont en train de risquer leur base sociale et l'appui des directions syndicales majoritaires. La lutte essentielle au niveau électoral a lieu en France et en Allemagne. Le Portugal est un préavis de ce qui peut arriver. Mais il faut mettre en avant le rôle pathétique de Zapatero en Espagne, en demandant à Aznar une défense plus conséquente de l'Esprit de Lisbonne " tandis que les militants du PS catalan, avec Maragall à leur tête, manifestaient contre l'Europe du Capital et de la Guerre". Il est vrai que l'on ne peut pas dire que Zapatero ait perdu la tête car il n'en a jamais eu.

Les directions des syndicats commencent à réagir. Elles ont été forcées à répondre au défi du mouvement pour la justice globale en organisant leurs propres manifestations à Nice, Bruxelles ou Barcelone. la IGM allemande a lancé les premières actions de grève pour une hausse salariale de 6,5% juste avant les élections. La CGIL italienne a appelée à une grève générale contre les réformes du marché du travail de Berlusconi. Et la pression de la base, et des groupes syndicaux alternatifs, ira en augmentant, rendant possible à nouveau la croissance d'une gauche syndicale au sein des organisations majoritaires.

Le mythe d'un "modèle social européen" n'est qu'un mythe. Il s'agit d'une référence à un rapport des forces accumulé après la résistance au fascisme pendant la II Guerre Mondiale et la vague de grèves qui eut lieu après Mai 68, surtout en France et en Italie, sapée systématiquement par les politiques néolibérales pendant les années 80 et 90, utilisant les restructurations et la flexibilisation du marché de l'emploi. L'objectif de la droite aujourd'hui est d'en finir a une fois pour toutes avec ce mythe et d'imposer un marché du travail où il n'y aura pas d'espace pour l'action indépendante des syndicats.

Le mouvement pour la justice sociale et contre la guerre a été la véritable opposition, à partir de la rue. Personne ne peut doute dorénavant non seulement de sa puissance et de son impact auprès de la jeune génération mais encore de ses conséquences électorales. Barcelone a été la scène sur laquelle sont apparues au grand jour les tentatives de récupération par la sociale démocratie mais aussi de piètres résultats. Le mouvement continue à être avant tout une protestation sociale autonome, qui mûrit à son propre rythme, avec une forte composante anticapitaliste. Sans se hâter mais sans s'arrêter, il est en train de créer les conditions



pour qu'apparaisse une alternative politique à 'la gauche de la gauche".

Et la présidence espagnole de la UE ne fait que commencer.

Contact pour cet article : Josu Egireun. Hemen eta Munduan – Euskal Herria tipitapa@ctv.es

Entre Porto Alegre et les marchés, il faut choisir

Par Bernard Cassen. Président d'ATTAC France.

Le « retour » est un genre littéraire qui a fleuri dans les premières décennies de l'histoire de l'URSS et de la Chine populaire. Le Forum social mondial, lui, n'a pas provoqué ce type de réaction après la rentrée en France des responsables politiques ou leurs représentants qui se sont bousculés à Porto Alegre au début de cette année. Pour certains, il faut bien l'admettre, cela aurait impliqué une sérieuse rectification de trajectoire. Donner, sur place, un coup de chapeau à la dénonciation des ravages de la mondialisation libérale et aux propositions alternatives qui peuvent lui être opposées est une chose. Les intégrer de manière sérieuse dans une réflexion politique, voire dans un programme électoral, en est une autre.

Il se passe, avec la mondialisation, ce que l'on vit depuis longtemps avec l'Europe : on laisse entendre au citoyen, sans pour autant vraiment le dire aussi ouvertement, qu'il s'agirait d'affaires extérieures que l'on pourrait regarder et commenter du dehors. La construction européenne, ce serait «Bruxelles», la mondialisation libérale, le FMI, la Banque mondiale, etc., et l'on pourrait tranquillement accuser ces entités lointaines d'imposer leurs « contraintes » qui à la France, qui à l'Argentine ou au Mozambique. Comme si la France n'était pas partie prenante des décisions prises en Conseil européen ou au conseil d'administration des deux institutions de Bretton Woods citées plus haut, et dont elle détient 5 % des quotes-parts. Cette extraterritorialisation des responsabilités en ce qui concerne l'Europe et la mondialisation est l'un des nombreux points communs entre les projets des deux candidats à la présidentielle omniprésents sur les écrans. On les comprend d'ailleurs parfaitement : seul ce subterfuge leur permet d'éviter la mise en évidence des contradictions flagrantes entre des discours à vocation essentiellement externe et la mise en oeuvre de politiques qui en prennent le contrepied.

L'article de Jacques Chirac publié dans ces colonnes (1) en constitue un exemple édifiant. Attac pourrait – presque - en signer des passages entiers. Par exemple, la référence à « l'étude des possibilités de taxation internationale » ; à « ces biens publics mondiaux que sont le climat, les forêts, l'eau, l'air, patrimoine commun de l'humanité » ; ou bien à l'affirmation que « le principe de précaution doit être respecté, notamment pour les OGM » et que « tout n'est pas marchandise ». Quelques jours plus tôt (2), Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, affirmait qu' « il est urgent d'engager la réflexion internationale sur les biens publics mondiaux et leur financement ». Sans y inclure l'eau, comme Jacques Chirac qui joue ainsi les Monsieur Plus, sans grand risque d'effrayer Vivendi Suez ou Bouygues-Saur... Le ministre exprime ensuite une déception : « Le projet de déclaration de Monterrey, dit « consensus », ne contient aucune référence aux biens publics mondiaux, c'est regrettable », avant de préconiser la réflexion « sur une forme de taxation internationale, dont l'assiette reste à définir : mouvements spéculatifs de capitaux, ventes d'armes ou émissions de carbone ».

MM. Chirac et Josselin assistaient tous deux à la conférence de l'ONU sur le financement du développement à Monterrey. Ils y ont donné l'aval de la France à une déclaration reprenant tous les poncifs du libéralisme, et ne mentionnant évidemment pas un thème qu'ils affirmaient pourtant juger essentiel : les biens publics mondiaux. Plus grave encore pour l'avenir, ils ne se sont pas opposés à ce que ce texte soit baptisé « consensus ». Au-delà des discours qu'ils ont prononcés - promis aux archives et à l'oubli - ce qui fera foi et qu'on leur opposera ultérieurement, c'est le « consensus ». Qui peut ensuite remettre en cause une position unanime ? Ce mot, nullement innocent, il aurait, par définition, suffi d'une voix, d'une seule, pour qu'il soit écarté. La France est restée muette. Comme si ses représentants avaient eu un statut d'observateurs et non pas de délégués à la conférence. Des articles dans Libération ne constituent pas, en matière diplomatique, une session de rattrapage !

Quant à l'aspiration commune au ministre et au président de la République à des « études » ou à une « réflexion » en vue d'une taxation internationale, on croit rêver ! Il y a longtemps que ces études et ces réflexions ont été effectuées. En particulier sur la plus significative d'entre elles, la taxe Tobin sur la spéculation sur

les marchés des changes. Or Jacques Chirac s'y est publiquement opposé, et Lionel Jospin l'a « oubliée » dans son programme. Grâce à l'obstination de parlementaires membres d'Attac, s'appuyant sur le mouvement d'opinion que l'association à suscité, cette taxe a pourtant été votée par le Parlement avec une conditionnalité importante : elle sera seulement appliquée si les autres pays européens en font autant. S'ils veulent être crédibles sur ce sujet, Jacques Chirac et Lionel Jospin devraient faire la tournée des capitales européennes pour demander publiquement leur ralliement à cette taxe qui n'est nullement exclusive d'autres, d'ailleurs. S'en tenir à une invocation rituelle dans un discours ne trompe absolument personne.

L'évidence que certains veulent occulter, c'est que la mondialisation libérale, nous la subissons en France comme partout ailleurs, et que, de surcroît, via l'Union européenne, nous en sommes des moteurs actifs. Le vrai test de la sincérité des positions des responsables sur ce sujet, ce ne sont pas les discours tenus au Mexique ou ailleurs, mais les décisions qu'ils prennent dans les Conseils des ministres des Quinze et dans les Conseils européens, et qui s'appliquent ensuite dans chaque pays membre. Prenons, à titre d'exemple, les réunions qui viennent de se dérouler en Espagne. Lors du Conseil des ministres de l'économie et des finances, préalable au sommet de Barcelone, Laurent Fabius a donné son accord à la création de fonds de pension professionnels, ce qui va accroître le volume des mouvements de capitaux spéculatifs, ceux-là mêmes qui ont provoqué la déstabilisation de nombreuses économies de pays du Sud. A Barcelone, a, entre autres, été décidé, avec l'accord de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, un calendrier de « libéralisation » des marchés de l'énergie, qui va inévitablement déboucher sur la privatisation des entreprises publiques EDF et GDF. Les privatisations font traditionnellement partie des « paquets » de mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale aux pays endettés dans le cadre des plans d'ajustement structurel. L'Union européenne, donc aussi la France, mène avec constance le même combat en son propre sein.

Quant à la décision de reporter de 5 ans l'âge du départ à la retraite que les deux têtes de l'exécutif français ont approuvée dans la capitale catalane, - mais dont, curieusement, les intéressés ne font pas état dans leur campagne -, elle évitera de se poser trop de questions sur le financement des systèmes de retraite par répartition. Celui-ci pourrait en effet ne plus reposer exclusivement sur les cotisations, et faire appel aux revenus financiers dont la part n'a cessé de croître dans la répartition de la valeur ajoutée, au détriment des revenus du travail. Significativement, le Medef se félicite d'avoir retrouvé « beaucoup de ses priorités » dans les programmes des principaux candidats, et la presse f affirme que les milieux financiers sont indifférents à la victoire de l'un ou de l'autre. Entre, d'un côté, les diktats des « marchés » et leur déclinaison en politiques européennes et, de l'autre, Porto Alegre, il y a un gouffre et donc un choix à faire. Qui, délaissant les discours, doute encore de la réponse ?

(1) « Pour un monde solidaire », Libération, 22 mars 2002.
(2) « Redynamiser l'aide au développement », Libération, 18 mars 2002.

Contact pour cet article : attacfr@attac.org secrétariat d'ATTAC France.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 5
AUSTRIA: Wien
BELGIQUE BELGIE: Bruxelles
ESPANA: Madrid
FRANCE: Ganges – Clisson – Chinon – Paris 15 – Pontoise – Bordeaux – Montreuil – Andresy – Toulouse
SVERIGE : Stockholm

-- Samedi 6
AUSTRIA: Wien
DANMARK: Kbh k
FRANCE: Bordeaux – Brioude – Paris 11 - Lille



-- Dimanche 7
FRANCE: Clisson – Tours – Chinon – Paris 11
SVERIGE : Malmo

-- Lundi 8
AUSTRIA : Wien
FRANCE: Ganges – Clisson – Arles – Aubagne – Langon – Boulogne sur mer – Annemasse – Marignier – Bagnols
NORGE : Bergen – Hamar - Oslo

-- Mardi 9
DANMARK: Blagarden
FINLAND: Jarvenpaa
FRANCE: Salon de provence – Foix – Angers – IEP Bordeaux – Poitiers – Juvisy – Saint Die
SVERIGE : Alingras

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.